

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le

**- 7 SEP. 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 août 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DECHAMBOUX SA**

300 Avenue Jean Morin  
74800 La Roche-sur-Foron

Références : 20230829-RAP-InspectionDechamboux  
Code AIOT : 0006104671

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 août 2023 dans l'établissement DECHAMBOUX SA implanté 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez 74800 La Roche-sur-Foron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrivait dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et visait, d'une part, à faire le point sur les dispositions de l'arrêté d'autorisation du site daté du 11 mars 2020 pour lesquelles un délai avait été accordé et, d'autre part, à préciser les évolutions des conditions d'exploitation envisagées par l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECHAMBOUX SA
- 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez 74800 La Roche-sur-Foron
- Code AIOT : 0006104671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DECHAMBOUX est spécialisée dans la fourniture de produits chimiques destinés à l'industrie, ainsi que dans le regroupement, le transit et le traitement de déchets industriels dangereux. Elle exploite sur la commune Roche-sur-Foron, en zone industrielle de Dragiez, 300 rue Jean Morin, un établissement d'environ 10 900 m<sup>2</sup> où elle emploie 25 personnes.

L'exploitation de l'établissement a été autorisée initialement par arrêté préfectoral du 6 mars 1992. Suite à l'évolution des activités de son établissement, la société DECHAMBOUX a déposé une demande d'autorisation le 21 janvier 2019, principalement motivée par l'augmentation du flux de déchets transitant sur le site. Après une procédure d'autorisation, le site est aujourd'hui réglementé par arrêté du 11 mars 2020 pour un flux journalier maximal de déchets de 80 tonnes et une quantité totale de déchets sur le site de 559 tonnes.

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions relatives aux risques accidentels,
- Pollution de sol,
- projet de modification

**2-1) Introduction** - Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associé à une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats en partie 2-4 :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites données après la précédente inspection.	Suites proposées à l'issue de la présente inspection	Délais proposés
1	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.9	Commande des actions : réalisation d'un mur et lancement d'une étude	-	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites données aux points de contrôle provenant d'une précédente inspection
2	Confinement des épandages accidentels et des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9.4	-
3	Etanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9.5	-
4	Pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 28/10/2013, article 4	-
5	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.2	-
6	Rejets de substances per et polyfluoroalkylées (PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 1 à 4	-

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés, nous demandons à l'exploitant la mise en oeuvre des actions correctives suivantes, sous un délai de **deux mois** :

- équiper la cuve D3 contenant des déchets de liquides inflammables d'un disque de rupture dans les conditions prévues par le complément d'étude de danger du 12 mai 2022 ou proposer une solution alternative permettant d'exclure le scénario de pressurisation de la cuve D3. Dans cette hypothèse, les travaux devraient être réalisés sous deux mois supplémentaires,
- transmettre la version finalisée du document relatif à la modélisation des fumées en cas d'incendie,
- préciser si la sonde de détection des hydrocarbures placée en sortie de traitement ainsi que la transmission de l'ordre de fermeture qu'elle envoie à la vanne d'isolement sont électriquement secourues et, dans la négative, faire les travaux nécessaires pour que ce secours soit assuré,
- transmettre une justification de l'obtention d'un volume de confinement de 900 m<sup>3</sup> cohérent suite à la fermeture de la vanne d'isolement. Ces éléments détailleront les modalités de remplissage progressif des différents volumes et s'appuieront notamment sur la topographie du site et sur la configuration des réseaux d'eau pluviale,
- ajouter au contrat de prestation de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines l'entretien des piézomètres pour garantir leur fermeture étanche notamment en cas de submersion par des eaux d'incendie,
- concernant le chantier de traitement des sols, transmettre un plan de gestion des pollutions et un plan de conception des travaux, le cas échéant synthétisés dans un document unique, fixant en les justifiant les objectifs de dépollution et définissant les moyens de les atteindre.

Par ailleurs, concernant les modifications d'exploitation de l'établissement, il appartient à l'exploitant de transmettre un rapport à connaissance précisant l'ensemble des caractéristiques de ses deux projets, les impacts et les dangers qu'ils sont susceptibles d'induire avec un argumentaire sur leur acceptabilité, ainsi que le positionnement des techniques projetées par rapport aux conclusions MTD du BREF WT. Les fiches de constats 5 et 6 ci-après contiennent des éléments plus détaillés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.9
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Compléments à l'EDD du dossier initial
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalisera et transmettra avant le 30 juin 2020 une mise à jour de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation déposé le 4 janvier 2019 qui comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une identification des dispositions techniques permettant de confiner dans l'emprise de l'établissement les rayons de dangers associés aux scénarios accidentels ou, à défaut, d'en réduire au maximum l'emprise à l'extérieur du site. En conclusion de cet exercice, l'exploitant proposera des aménagements destinés à supprimer ou à défaut réduire les emprises des rayons de dangers à l'extérieur du site,</li><li>• une modélisation des fumées en cas d'incendie sur le site et la détermination des substances susceptibles de se former suite à la combustion des déchets et produits stockés. L'exploitant fournira dans ce cadre des documents cartographiques et les listes de substances qui seraient à rechercher suite à un incendie.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Le premier complément à l'étude de dangers réalisé par ODZ le 10 janvier 2021 visait le confinement des rayons de dangers dans les limites du site à l'exception de la montée en pression de la cuve D3 contenant des déchets de liquides inflammables. Ce dernier scénario a été étudié dans un second complément à l'étude de dangers daté du 12 mai 2022. Le complément du 10 janvier 2021 prévoyait les actions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. suppression des cuves de liquides inflammables I1 à I12 et du poste de dépotage associé,</li><li>2. stockage des liquides inflammables dans le dépôt dans des containers REI 120 avec rétentions incombustibles équipées d'une détection automatique d'incendie et d'un système d'extinction automatique d'incendie,</li><li>3. création d'un écran thermique le long de la limite Est du site.</li></ol> <p>Le complément du 12 mai 2022 prévoyait d'équiper la cuve D3 d'un disque de rupture de Ø 19 cm.</p> <p>Lors de l'inspection du 14 décembre 2021, nous avons constaté le retrait des cuves I1 à I12 et le stockage des liquides inflammables du bâtiment dans des armoires sécurisées. Lors de la présente inspection nous avons constaté que le mur en limite de site était construit. En revanche, l'exploitant nous a indiqué que malgré ses consultations aucun chaudronnier n'avait donné suite pour équiper la cuve du disque de rupture proposé par le complément d'étude de danger du 12 mai 2022. Il nous a par ailleurs indiqué qu'il allait relancer sa demande auprès de spécialistes et dans le même temps envisager une solution alternative afin d'exclure le scénario.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant, sous deux mois, d'équiper la cuve D3 contenant des déchets de liquides inflammables d'un disque dans les conditions prévues par le complément d'étude de danger du 12 mai 2022 ou de proposer une solution alternative permettant d'exclure le scénario de pressurisation de la cuve D3. Dans ce cas, les travaux devraient être réalisés sous 2 mois supplémentaires.</p> <p>Enfin, l'exploitant nous a transmis lors de la visite la première version, datée du 23 juillet 2023 du document intitulé "Détermination des produits de décomposition des fumées d'incendie conformément aux exigences des arrêtés post-lubrizon". Une version finalisée nous sera transmise.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 2 : Confinement des épandages accidentels et des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9.4
<b>Thème :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est équipé d'une vanne permettant d'isoler son réseau d'eaux pluviales interne du réseau public de la zone de Dragiez. Cet organe est capable de retenir tout épandage accidentel de produit ou de déchets ainsi que les éventuelles eaux d'incendie. Il est actionné :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• automatiquement par une sonde de détection d'hydrocarbures dans les effluents,</li><li>• manuellement par boutons poussoirs installés en plusieurs points du site et notamment à proximité des zones de chargements et de déchargements.</li></ul> <p>Cette vanne d'isolement est secourue électriquement afin de rester manœuvrable et fonctionnelle en cas de coupure électrique dans l'établissement.</p> <p>Les voiries sont conçues de manière à ce que, après fermeture de la vanne d'isolement précitée, une capacité de rétention supplémentaire de 900 m<sup>3</sup> soit créée.</p> <p>L'exploitant fait établir et tient à jour un plan des emprises permettant le confinement sur site de ce volume. La première version de ce plan sera établie avant le 30 juin 2020. Les volumes de liquides confinés sur le site suite à un incendie sont éliminés en tant que déchets.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant nous a présenté le nouveau principe de gestion des eaux pluviales sur le site ainsi que les modalités de confinement des eaux pluviales :</p> <p>Les eaux pluviales du site convergent vers un décanteur et un séparateur d'hydrocarbures. A la sortie de ces ouvrages une sonde détecte les hydrocarbures. Deux pompes redondantes font transiter les eaux à l'intérieur d'une rétention de 460 m<sup>3</sup> dans laquelle se trouve une grille leur permettant de s'écouler gravitairement vers la vanne d'isolement. Cet organe se ferme lorsque la sonde en sortie du traitement détecte des hydrocarbures. La rétention de 460 m<sup>3</sup> se remplit. Lorsqu'elle est pleine, les voiries du site servent alors de rétention.</p> <p>L'exploitant a recensé l'ensemble des rétentions du site qui forment un volume de 905 m<sup>3</sup>.</p> <p>Outre ce volume, ce recensement évalue aussi les rétentions indépendantes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la rétention des cuves aériennes de 676 m<sup>3</sup>,</li><li>• le volume formé par la dalle du bâtiment principal de 88 m<sup>3</sup>.</li></ul> <p>Les pompes sont secourues par des batteries et la vanne par un onduleur. Son fonctionnement lors d'une coupure électrique avait fait l'objet d'essais lors d'une précédente inspection. Lors de la visite du site nous avons constaté le bon fonctionnement des pompes.</p> <p>Toutefois, l'exploitant ne nous a pas confirmé que la sonde de détection des hydrocarbures en sortie de traitement et que la transmission de son ordre de fermeture à la vanne d'isolement étaient électriquement secourues. Nous demandons à l'exploitant de vérifier ce secours et, dans la négative, de réaliser les travaux nécessaires pour qu'il soit effectif.</p> <p>Par ailleurs, il ne nous a pas été possible de nous assurer que les 900 m<sup>3</sup> formaient une rétention cohérente susceptible de se remplir entièrement après la fermeture de la vanne d'isolement. Le plan présenté n'apporte pas les garanties suffisantes qui doivent inclure la topographie du site ainsi que les pentes et les altitudes des réseaux.</p> <p>Dans ces conditions, nous demandons à l'exploitant de transmettre sous deux mois, une justification de l'obtention d'un volume de confinement de 900 m<sup>3</sup> cohérent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative

### N° 3 : Etanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9.5
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Contrôle de l'étanchéité des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant contrôle annuellement l'état du revêtement des voiries et des rétentions des cuves afin de garantir l'efficacité du confinement des épandages et des eaux d'incendie. Si des dégradations susceptibles de remettre en cause l'étanchéité des surfaces étaient constatées, le traitement des zones concernées devrait intervenir dans un délai d'un mois après leur découverte.</p> <p>L'exploitant assure une traçabilité de ces contrôles et des actions correctives qu'il a menées. Les piézomètres susceptibles de se trouver dans l'emprise des eaux d'incendie confinées sont conçus et équipés de façon à ce qu'aucun polluant ne puisse y pénétrer.</p>
<p><b>Constats :</b> Une rétention de 460 m<sup>3</sup> dotée d'une géomembrane a été réalisée à la place des cuves d'hydrocarbures I1 à I12. Par ailleurs, l'exploitant nous a remis la commande, passée le 24 juillet 2023, pour le résinage intérieur des rétentions de cuves aériennes. Enfin, l'enrobé de la partie de la voirie située au dessus du décanteur et du séparateur d'hydrocarbures nouvellement installés a été refaite. En ce qui concerne le reste de la voirie, elle sera refaite après les opérations de traitement des sources de pollution qui doivent débiter avant la fin de l'année (cf. Fiche n°4).</p> <p>Cette réfection progressive de la surface des rétentions nous paraît acceptable.</p> <p>Concernant les piézomètres, l'exploitant nous a indiqué que les ouvrages étaient étanches, même s'ils devaient être recouverts par des eaux d'incendie. Nous lui demandons néanmoins d'ajouter sous deux mois au contrat de prestation de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines, l'entretien des piézomètres pour garantir leur fermeture étanche notamment en cas de submersion par des eaux d'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative

### N° 4 : Pollution des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de gestion
<p><b>Prescription contrôlée :</b> A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, des mesures de gestion seront proposées.</p> <p>Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.</p> <p>Les autres mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, dispositions constructives, confinement, restrictions d'usage, etc).</p> <p>Ces dispositions devront permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnés au L.511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.</p> <p>Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent, en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds », en second lieu, la désactivation des voies de transfert.</p> <p>Si, après la comparaison de l'état des milieux hors du site avec les valeurs réglementaires ou après une évaluation quantitative des risques sanitaires, une incompatibilité était mise en évidence entre l'état des milieux d'exposition et les usages dont ils font ou sont susceptibles de faire l'objet,</p>

les mesures proposées dans le cadre du plan de gestion auraient pour objectif de restaurer cette compatibilité.
<p><b>Constats :</b> Le traitement des sols est prévu pour la fin de l'année 2023 et le début 2024 sur la base de l'étude réalisée en 2015 et complétée par des analyses complémentaires réalisées par le bureau BURGEAP la semaine suivant la présente inspection.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant, notamment en raison de l'évolution méthodologique du traitement des sols pollués, de transmettre sous deux mois un plan de gestion des pollutions et un plan de conception des travaux, le cas échéant synthétisés dans un document unique, fixant en les justifiant des objectifs de dépollution et définissant les moyens de les atteindre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative

#### N° 5 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Projet de modification
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux dossiers de demande d'autorisation et de modification des conditions d'exploitation précités, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers précités, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. En particulier, sans préjudice des dispositions de l'article 1.9, l'étude d'impact et l'étude de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant nous avait fait part des deux projets suivants relatifs à son établissement de La Roche sur Foron :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la mise en place d'un évapo-concentrateur destiné à traiter les déchets aqueux regroupés sur le site afin de rejeter en station d'épuration le distillat et de ne faire éliminer en filière adaptée que les concentrats. Aujourd'hui, ces déchets aqueux sont intégralement traités en tant que déchets liquides dans des filières situées hors du département,</li> <li>le traitement par des procédés mécaniques, essentiellement la filtration, des huiles claires regroupées sur le site afin de permettre leur réutilisation après une sortie du statut de déchet.</li> </ul> <p>Il appartient à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance précisant l'ensemble des caractéristiques de ces deux projets, les impacts et les dangers qu'ils sont susceptibles d'induire avec un argumentaire sur leur acceptabilité, ainsi que le positionnement des techniques projetées par rapport au conclusions MTD du BREF WT.</p> <p>Concernant le premier projet, le porter à connaissance transmis en juillet dernier devra être complété comme indiqué plus haut. Il conviendra en particulier de préciser :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Les caractéristiques du projet au regard de la réglementation des ICPE et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>la nature et les caractéristiques chimiques des déchets et les fourchettes de composition,</li> <li>la capacité journalière maximale de traitement,</li> <li>la ou les rubriques concernées par les nouvelles activités, en justifiant ces éléments sur la base des types de déchets traités, de et des capacités journalières maximales de traitement,</li> </ul> </li> </ol>

2. Les caractéristiques des effluents liquides (fourchette de composition, volume maximal journalier, propositions de limites de concentrations et de flux) et la justification de la destination. Ces éléments permettront en particulier d'établir la pertinence d'un rejet en station d'épuration collective comme cela est envisagé et de réglementer ces paramètres dans l'arrêté réglementant l'exploitation de l'établissement. La convention de rejet signée avec la Communauté de Communes du Pays Rochois telle qu'elle nous a été transmise ne précise pas de limite de concentration concernant les polluants susceptibles d'être rejetés.

**Type de suites proposées :** Sans suite administrative

#### N° 6 : Rejets de substances per et polyfluoroalkylées (PFAS)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023 et sa note d'application du 18/07/2023

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse des PFAS

**Prescription contrôlée :** L'arrêté ministériel constitue un ensemble de prescriptions cohérentes qui ne peuvent être reprises in extenso. Seule les dispositions précisant les installations concernées par ces dispositions et celles relatives aux actions à conduire ont été mentionnées ci-après.

Art. 1er - I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : ... 2790,... 3510,...

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I...

Art. 2 L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**La note d'application du 18 juillet 2023 :** les opérations occasionnelles (utilisation de mousses ignifuges lors d'un ancien incendie, utilisation ou stockage éphémère d'une ou plusieurs substances...) pouvant éventuellement générer des émissions ponctuelles de PFAS ne justifient pas la mise en oeuvre de la campagne demandée et la restitution des résultats obtenus.

**Constats :** Compte tenu de l'absence d'effluents liquides industriels, l'établissement hébergeant des installations visées par les rubriques 2790 et 3510 de la nomenclature, n'est pas redevable d'analyses au titre des dispositions de l'arrêté du 20 juin 2023. De même, l'incendie de 2008 ne motive pas la mise en oeuvre de la campagne prévue par cet arrêté.

En revanche, dans le cadre des projets de nouvelles activités, le sujet des PFAS devra être explicitement traité. En particulier, il conviendra de déterminer si les déchets susceptibles de subir un traitement contiennent des PFAS et :

- dans l'affirmative, de proposer en les justifiant des limites de rejet,
- dans la négative, de définir des modalités de caractérisation des déchets afin de détecter au plus tôt un changement de composition.

**Type de suites proposées :** Sans suite administratives